

## LIBRES PROPOS

04 70 20 50 40

Chers Amis,

Il y a de cela quelques jours, un peu partout en France des agriculteurs ont manifesté. Ont-ils été entendus ? Je n'en suis pas sûr. Ont-ils été compris ? Encore moins sans doute.

Or, la raison de ces manifestations est grave. Elle ne concerne pas que les agriculteurs ; elle nous concerne tous. Derrière les difficultés rappelées par les manifestants, il existe la question de notre alimentation : de sa qualité et de sa sécurité.

Mais revenons d'abord aux faits qui ont suscité leurs mouvements.

Ils sont simples et dramatiques. Nos agriculteurs subissent « une double peine » : des revenus insuffisants pour un travail considérable mais mal reconnu et même parfois dénigré. Chaque jour, dans notre pays, un agriculteur se suicide. Mais qui le sait et qui en parle ? Et que sait-on vraiment des réalités de notre agriculture ?

Car c'est là que tout commence. Les querelles, et les malentendus, commencent toujours par de l'ignorance.

Savez-vous qu'aujourd'hui il y a moins de 500.000 exploitations agricoles dans notre pays ? Que dans la plupart de nos villages elles ne se comptent plus que sur les doigts d'une seule main ? Moins de 2% de la population active a la charge d'assurer la sécurité alimentaire de l'ensemble, tout en contribuant largement à notre commerce extérieur. C'est ainsi que par son travail, chaque agriculteur nourrit près de 150 personnes et fait vivre 9 à 10 emplois indirects.

N'y-aurait-il pas là, et pour notre agriculture, un immense motif de fierté ?

Sans compter que la France est particulièrement bien placée pour la qualité et la durabilité de son système alimentaire : première au monde pour l'indice global, troisième pour sa seule agriculture. D'une année sur l'autre, cette position de leader s'affirme. Alors même que les efforts de productivité des agriculteurs ont permis de baisser la part de l'alimentation dans nos budgets: plus du tiers en 1960, et moins de 20% en ce début de siècle.

Alors pourquoi tant de reproches à nos agriculteurs ?

Il existe certainement un problème général. Nous vivons dans un pays où s'est malheureusement installé un climat de défiance. Nos concitoyens ne se font plus confiance, et ne s'écoutent plus. Dans le cas particulier de l'agriculture, il s'y ajoute

des inquiétudes croissantes dans l'opinion publique sur le changement climatique, l'amointrissement de la biodiversité, et la qualité des produits alimentaires.

Et voilà que comme l'âne de la fable, nos agriculteurs se voient chargés de tous ces maux. Eux qui nous nourrissent-ils nous empoisonneraient ? Eux qui vivent de la nature et l'entretiennent, ils la dégraderaient. Ce n'est là qu'une fable, la plus triste et la moins morale de toute. Cette fable est si contraire à la réalité qu'il nous faut comprendre la colère et l'exaspération de nos agriculteurs.

Je voudrais saluer ici l'action de quelques-unes et de quelques-uns qui, depuis des années, se sont engagés dans la voie d'un dialogue exigeant et d'actions de solidarité en milieu agricole. J'ai nommé Michèle Debord et son association Dfam 03. Le 15 octobre dernier elle a organisé une grande réunion de travail à Montmarault. Avec des intervenants de qualité et des participants attentifs ont été tracés les conditions et les objectifs d'un dialogue renoué et plus confiant entre consommateurs et agriculteurs.

Car c'est ce qui nous est d'abord demandé par les agriculteurs : une mise à niveau de nos connaissances. Comment les consommateurs que nous sommes pourraient se permettre un avis, voire un jugement sur l'agriculture, sans s'être d'abord informés, sans en avoir discuté avec les premiers concernés : les agriculteurs eux-mêmes ?

La situation actuelle, avec ses difficultés et ses incompréhensions, nous impose à tous une progression mutuelle en connaissances en compétences et en pratiques. Les agriculteurs, de leur côté y sont prêts. Ils le démontrent tous les jours.

Il nous faut également aborder clairement la question de la formation des prix.

Le consommateur est trop souvent schizophrène. D'un côté il critique nos agriculteurs et de l'autre il s'oriente vers des produits d'importation. Or, la préférence pour une production et une consommation locale à un prix suffisamment rémunérateur est la condition même de la poursuite des progrès de notre agriculture.

Alors oui pour le dialogue. Mais à condition qu'il y ait volonté d'apprendre les uns des autres dans un dialogue « en vérité ». Dire la vérité, ce n'est pas dire sa vérité, c'est faire en sorte, pas à pas, dans le croisement régulier des points de vue, que les malentendus se dissipent et qu'une vision commune se construise.

Face au désarroi du monde agricole et à ses conséquences dramatiques, nous avons ainsi deux devoirs en tant que consommateurs : celui d'un dialogue confiant et raisonné avec les agriculteurs et celui d'une préférence locale. En réalité c'est à nous-même et aux générations futures que nous rendrons ainsi service. Défendre et promouvoir notre agriculture c'est, en effet, garantir ce qui est essentiel à la souveraineté d'une nation : sa sécurité alimentaire.